

## Une pétition dénonce les destructions d'essais d'OGM intervenues pendant l'été

### Le sujet déchire la communauté scientifique

« **IL Y A UN MOMENT** où il faut dire que ça suffit ! » Brièvement résumé par Alain Toppan, coordinateur de recherche de la firme Biogemma, c'est le message que veulent transmettre plus de 1 500 chercheurs français : ils publient, jeudi 18 septembre, une pétition dénonçant les destructions d'essais de plantes transgéniques. Pendant tout l'été, en effet, 19 essais d'OGM (organismes génétiquement modifiés) ont été fauchés aux quatre coins de la France, le plus souvent de manière anonyme, et dans l'indifférence du public.

« Ces saccages répétés, écrivent les chercheurs, portent un grave préjudice aux activités de recherche et de développement en biologie végétale, secteur pour lequel la France se place encore parmi les meilleurs au plan international. » Le texte a notamment recueilli les signataires des Prix Nobel Jean-Marie Lehn et Pierre-Gilles de Gennes, ainsi que du généticien Axel Kahn et de l'anthropologue Yves Coppens. Il explique que « ces essais en plein champ, conduits par des chercheurs du secteur public et du secteur privé, permettent de valider des années de travaux menés en laboratoire et en serre. Ils ont reçu toutes les autorisations nécessaires et sont réalisés dans des conditions qui ne font courir aucun risque ni à l'homme ni à l'environnement ». Selon les signataires, les destructions d'essais « occultent tout débat serein sur les plantes génétiquement modifiées ». Et ils concluent : « Nous demandons au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour permettre à la recherche végétale de remplir normalement ses missions. »

La pétition intervient alors que l'été 2003 a vu une reprise des destructions d'essais – appelées « neu-

tralisations » ou « fauchages » par leurs opposants – après une année 2002 beaucoup plus calme. Le nombre d'essais d'OGM menés en France est, selon la direction générale de l'alimentation du ministère de l'agriculture, de 54 pour une surface de 17 hectares. L'incarcération de José Bové en juillet 2003 a sans doute joué dans le regain estival de l'opposition à ces cultures.

#### « ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE »

Fin juin, d'autres chercheurs avaient lancé une pétition soutenant José Bové et affirmant que « ces actions peuvent être considérées comme la mise en application du principe de précaution ». Ces chercheurs écrivaient aussi que « la société civile doit être partie prenante des décisions concernant les objectifs et l'utilisation des résultats de la recherche ». Selon un des initiateurs de cette pétition, Michel Meuret, chercheur à l'INRA (Institut national de recherche agronomique), elle a recueilli pendant l'été 700 signatures. « Il ne faut pas se laisser enfermer dans le débat technique, dit M. Meuret, mais remonter à la question de l'éthique de la recherche. L'enjeu est par ailleurs d'interroger les liens avec l'industrie de nombreux chercheurs signataires de la pétition pro-OGM. » Alain Toppan récuse cette opposition entre recherche publique et privée : « Elles interagissent et se nourrissent réciproquement. D'ailleurs, nos signataires sont à 83 % des chercheurs du secteur public. »

Quoi qu'il en soit, la concurrence des deux pétitions montre le déchirement que provoquent les cultures transgéniques au sein de la communauté scientifique.